



Renforcer le contrôle politique de la pandémie COVID-19

#ParlAmericasOPN #COVID19

La réunion virtuelle de ParlAmericas intitulée [Renforcer le contrôle politique de la pandémie COVID-19](#) et organisée par la Chambre des représentants de l'Uruguay, a réuni des parlementaires et des fonctionnaires des parlements pour discuter des défis et des bonnes pratiques associés au contrôle des réponses gouvernementales à la pandémie de COVID-19.

 Vous pouvez visionner la session [ici](#) (en espagnol)

THÈME

Contrôle, transparence, durabilité, genre, reprise économie

LIEU

Réunion virtuelle

DATE

21 août 2020

PARTICIPANTS

Plus de 120 parlementaires et fonctionnaires des parlements de 17 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

Résumé

La réunion virtuelle a été inaugurée par le discours de bienvenue du président de la Chambre des représentants **Martín Lema** (Uruguay), hôte de l'événement, de la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas, et de la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas.

Avant le panel de parlementaires, les députées **Carla Piccolomini** (Argentine) et **Susana Beltrán García** (Catalogne, Espagne) ont parlé des motivations à organiser cette réunion virtuelle, ainsi que de la future publication de ParlAmericas sur les difficultés de contrôle pendant la pandémie, qui serait éclairée par les discussions tenues lors de la réunion.

Le panel a été modéré par la représentante **Silvana Pérez Bonavita** (Uruguay) et a présenté des parlementaires de sept pays qui ont présenté les efforts de contrôle de leurs comités parlementaires respectifs. Il a été suivi d'un dialogue interparlementaire sur les difficultés de contrôle et la transparence dans la région, et un discours de clôture a été prononcé par le député **Javier Macaya** (Chili), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Sud.

Membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas



Même avant la COVID-19, le parlement de l'Uruguay s'était proposé de renforcer la portée de ses fonctions de contrôle politique car le public demandait davantage de transparence et de responsabilité.

Représentant **Martín Lema** (Uruguay), président de la Chambre des représentants et hôte de la réunion



En cette période de pandémie, il est clair que le contrôle politique est intransférable, indispensable et extrêmement nécessaire puisque dans différents pays, la pandémie a mis en évidence de nombreuses failles structurelles qui existaient déjà. Par exemples, les services de santé ont été insuffisants dans de nombreux pays face à la crise sanitaire qui nous occupe.

Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas



Le besoin urgent de répondre aux défis multiples et complexes découlant de la pandémie exige de nous que nous renforçons notre rôle dans le contrôle politique des actions de l'exécutif, en veillant à garantir la transparence, la responsabilité, la probité, l'éthique et l'intégrité dans l'exercice de la fonction publique.

Il est essentiel d'avoir une communication efficace avec la population, de lui fournir des informations et des données fiables, présentées de manière claire et compréhensible, tant en ce qui concerne la maladie en elle-même que sur toutes les mesures de prévention, de soin et d'assistance.



Représentante **Silvana Pérez Bonavita** (Uruguay), présidente du Comité de la santé publique et de l'assistance sociale

Députée **Carla Piccolomini** (Argentine), Comité spécial de la modernisation du fonctionnement parlementaire



Je suis reconnaissante pour cette opportunité de participer à des discussions préliminaires pour la publication qu'élabore ParlAmericas sur le contrôle politique durant la pandémie, et de parler du travail que réalise la Chambre en Argentine pour renforcer le contrôle politique. Pour ma part, j'ai fortement insisté sur le fait de promouvoir et d'exiger la publication d'information publique aux citoyennes et aux citoyens, principalement en ce qui concerne les dépenses publiques découlant de la pandémie.

Dans notre travail de contrôle parlementaire en tant que membres de l'opposition, il est important de parvenir à un équilibre en temps de crise. Il est parfois bon de soutenir le gouvernement car ce que nous vivons est très grave; et à d'autres moments, justement pour pouvoir préserver et protéger les citoyennes et les citoyens, nous devons être critiques et exigeants envers le gouvernement.



Députée **Susana Beltrán García** (Catalogne, Espagne), Comité des affaires étrangères, de la transparence et des relations institutionnelles

Ressources de ParlAmericas sur le contrôle et la pandémie de COVID-19

ParlAmericas
LA COVID-19 ET LE RÔLE DU PARLEMENT PENDANT UNE PANDÉMIE

INTRODUCTION

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) [a déclaré une pandémie mondiale](#) causée par le COVID-19. Cette crise mondiale évolue rapidement et le nombre de cas et de décès confirmés en Amérique et dans les Caraïbes augmente chaque jour. [Les données](#) sur la répartition géographique des cas et des décès dans la région sont fournies par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

L'OBJECTIF DE CETTE PUBLICATION EST DE PRÉSENTER :

1. Un aperçu des conséquences de cette pandémie en termes socioéconomiques et de santé publique.
2. Des recommandations d'atténuation et d'adaptation pour maintenir les fonctions parlementaires durant la pandémie, et
3. Une réflexion sur le rôle important du parlement et des parlementaires lors d'une crise sanitaire.

Cette publication ne constitue pas un aperçu exhaustif de la situation actuelle ou des mesures potentielles. Il s'agit plutôt d'un outil visant à faciliter le dialogue au sein des parlements en vue de plans de préparation et de réponse adaptés.

TERMES ET CONCEPTS CLÉS

Coronavirus : famille de virus causant de nombreuses maladies légères à graves. Le nouveau (découvert récemment), le SARS-CoV-2, entraîne la maladie COVID-19.

Phase d'incubation : période entre la contamination par un virus (ici, le SARS-CoV-2) et l'apparition de la maladie (COVID-19).

Épidémie : augmentation soudaine d'une maladie au-delà du niveau considéré comme normal pour une population donnée.

Pandémie : épidémie qui s'est propagée au niveau mondial (c'est-à-dire dans plusieurs pays).

Auto-quantification/auto-isolament : l'isoler des autres après avoir été ou potentiellement malade contagieuse.

[La COVID-19 et le rôle du parlement pendant une pandémie](#) ParlAmericas, 2020.

Directorio Legislativo **ParlAmericas**

COVID-19: Le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements
Une analyse avec une approche de parlement ouvert

Avril 2020

#Pour une démocratie saine

[COVID-19 : Le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements. Une analyse avec une approche de parlement ouvert.](#) ParlAmericas et Directorio Legislativo, 2020.

Directorio Legislativo **ParlAmericas** **JUILLET 2020**

**COVID-19 :
Le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements**

UNE ANALYSE DE L'AGENDA LÉGISLATIF ET LE CENTRAGE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LES RÉPONSES LÉGISLATIVES

[COVID-19 : Le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements. Une analyse de l'agenda législatif et le centrage de l'égalité des genres dans les réponses législatives.](#) ParlAmericas et Directorio Legislativo, 2020.

ParlAmericas **IFSD/IFPD** **GIFT**

Renforcer la responsabilité grâce à l'ouverture budgétaire : Trousse d'outils pour les parlementaires des Amériques et des Caraïbes

[Renforcer la responsabilité grâce à l'ouverture budgétaire : Trousse d'outils pour les parlementaires des Amériques et des Caraïbes.](#)

ParlAmericas, Institut des finances publiques et de la démocratie et Initiative mondiale pour la transparence fiscale, 2020.

Présentations au nom de comités parlementaires

La représentante **Silvana Pérez Bonavita** (Uruguay) a présenté le panel en soulignant la difficulté à contrôler la politique budgétaire et fiscale compte tenu des dépenses publiques imprévues, et à assurer la transparence de l'information sur l'approvisionnement de biens et de services dans le contexte d'état d'urgence. Elle a également mentionné plusieurs mesures prises par les branches législative et exécutive pour atténuer l'impact de la COVID-19 en Uruguay, comme la création d'une taxe d'urgence sanitaire pour les fonctionnaires aux revenus les plus élevés visant à aider au financement des besoins socioéconomiques immédiats.

Le membre du Congrès **Alberto de Belaunde** (Pérou) a démarré les présentations du panel en insistant sur l'importance de mettre l'action climatique et la protection de l'environnement au centre des réponses à la crise actuelle. Il a soutenu que malgré les origines zoonotiques de la pandémie de COVID-19, les considérations écologiques sont rarement vues comme des priorités politiques dans les discussions sur la récupération. Le Comité spécial multipartite chargé de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique qu'il préside vise à sensibiliser sur le lien entre la durabilité et la pandémie actuelle, la portée de catastrophes pouvant survenir à l'avenir dû au changement climatique, et l'urgence de développer et de mettre en place des politiques climatiques fondées sur des faits au Pérou.

Le Comité spécial du changement climatique vise à s'assurer que les gens comprennent, premièrement, que si le défi de la COVID-19 est grand, celui du changement climatique dans les prochaines années est immense; et deuxièmement, que la relance économique ne peut se faire aux dépens de nos écosystèmes, et que c'est justement parce que nous n'avons pas de modèle durable de développement économique que nous sommes dans cette situation. Il est donc fondamental de rompre ce faux dilemme « croissance économique ou protection de l'environnement »



Membre du Congrès **Alberto de Belaunde** (Pérou), président du Comité spécial multipartite chargé de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique



Les présentations suivantes ont mis en exergue des préoccupations concernant la hausse des violences basées sur le genre dans les nombreux pays de la région ayant mis en place diverses mesures d'isolement et de confinement au cours des derniers mois pour freiner la propagation de la COVID-19.

La députée **Jimena López** (Argentine) a observé que les ordres d'isolement en Argentine ont attiré l'attention sur la question négligée de la violence basée sur le genre, ce qui a entraîné plusieurs mesures de gouvernements provinciaux et national, comme renforcer l'assistance téléphonique pour les victimes de violence basée sur le genre et exempter les femmes dans des situations vulnérables de l'isolement obligatoire ([présentation](#)). Le Comité sur les femmes et la diversité de la Chambre des députés a fortement contribué à contrôler et à assurer l'efficacité de ces mécanismes de réponse du gouvernement.

Selon la sénatrice **Esperanza Andrade** (Colombie), la violence domestique et basée sur le genre est une pandémie parallèle en Colombie et une priorité centrale du Comité juridique pour l'équité entre les femmes et les hommes ([présentation](#)). Elle a abordé le travail virtuel récent du Comité en matière de contrôle, comme la tenue d'audiences avec le Département administratif national des statistiques, les Ministères du commerce et du travail, et le Conseil présidentiel pour l'équité entre les femmes et les hommes pour étudier les mesures du gouvernement visant à atténuer l'impact économique de l'urgence sanitaire publique sur les femmes.

La pandémie n'est pas démocratique. Nous sommes toutes et tous dans le même océan, mais pas dans le même bateau. Alors pour les personnes qui subissaient des violences, la pandémie a révélé la fragilité de tous les systèmes de notre pays.

Députée **Jimena López** (Argentine),
secrétaire du Comité sur les femmes
et la diversité



Le Comité juridique pour les femmes a travaillé sur plusieurs propositions pour que le pouvoir exécutif puisse réagir à cette crise et aussi protéger les femmes. Il y a eu un travail intensif pour approuver le prochain budget national pour 2021, sur lequel le comité est intervenu pour permettre de continuer le travail visant à aider les femmes et à réduire cette violence intrafamiliale.



Sénatrice **Esperanza Andrade** (Colombie),
Comité juridique pour l'équité entre les
femmes et les hommes

Le sénateur **Confúcio Moura** (Brésil) a solennellement rappelé l'ampleur actuelle de la crise dans de nombreuses parties de la région, y compris au Brésil, où il y a eu en août environ 1 000 décès en moyenne dus à la COVID-19 ([présentation](#)). Il a présenté un aperçu du Comité mixte sur la COVID-19, qui a été créé à la fin du mois de mars et qui est chargé, jusqu'à la fin du mois de décembre 2020, d'étudier la politique budgétaire dans le contexte de la pandémie et d'être une source d'information fiable et transparente sur la crise pour le Congrès national et le public général.

La sénatrice **Antares Vázquez** (Mexique), membre du Conseil de ParlAmericas, a présenté son travail au sein du Groupe de travail sur la COVID-19 du Sénat de la République, qui a été créé pour suivre le contexte national (comme les répercussions sanitaires, économiques et sociales de la pandémie) ainsi que les évolutions internationales ([présentation](#)). Elle a souligné plusieurs mesures principales du Groupe de travail, comme faire des demandes d'information aux chefs des départements sanitaires de la branche exécutive, organiser des réunions avec des experts techniques, et promouvoir des avantages en termes de santé et de sécurité sociale pour le personnel soignant ayant des contrats temporaires au Mexique.

Sénateur **Confúcio Moura** (Brésil), président du Comité mixte du contrôle de la situation budgétaire et de l'exécution budgétaire et financière des mesures liées au coronavirus



Le Comité mixte contrôle les ressources. Nous libérons des ressources pour la population la plus démunie et dans le besoin, des ressources qui ne sont pas des crédits mais des aides et des subventions familiales pour survivre à cette période. Nous fournissons également des liquidités aux banques pour qu'elles puissent octroyer des prêts.

Trois réunions [du Groupe de travail] ont eu lieu jusqu'à présent et, de plus, nous avons maintenu les réunions de travail avec des enquêteurs du Centre d'information géographique de l'Université nationale autonome du Mexique sur la COVID-19 pour montrer son évolution temporelle et spatiale, afin de mieux comprendre sa répartition, les contextes et les populations vulnérables. Nous avons aussi eu une réunion avec le Conseil national de l'évaluation de la politique de développement social, qui nous a fait part de ses prévisions sur la situation économique et de la pauvreté dans notre pays dû à la pandémie.



Sénatrice **Antares Vázquez** (Mexique), membre du Groupe de travail sur la COVID-19 du Sénat de la République, du Comité de la santé et du Conseil de ParlAmericas

Dans ce jeu de poids et contrepoids, nous avons dû rejeter un budget extraordinaire proposé par le gouvernement, même si nous avons été une opposition très conciliante durant cette pandémie. Nous l'avons rejeté car le gouvernement doit contrôler davantage les dépenses publiques. Cela l'a obligé à présenter un nouveau budget avec des dépenses publiques mieux contenues et hiérarchisées.



Membre de l'Assemblée législative **Silvia Vanessa Hernández** (Costa Rica), présidente du Comité des affaires financières

Sénateur **Agustín Amado Florentín** (Paraguay), président du Comité bicaméral du Congrès pour le contrôle des ressources fournies par la loi sur l'urgence N°6524/20, et membre du Conseil de ParlAmericas



En tant que présidente du Comité des affaires financières, la membre de l'Assemblée législative **Silvia Vanessa Hernández** (Costa Rica) a insisté sur les défis budgétaires du Costa Rica suite à une forte baisse des recettes du gouvernement due à la crise et estimée à environ 4 % du PIB national. Dans ce contexte, elle a souligné les mesures de contrôle de son comité, comme suivre de près le versement d'un transfert monétaire temporaire, qui a été mis en place pour aider les citoyennes et citoyens ayant perdu tout ou partie de leurs revenus à cause de la pandémie, et étudier les propositions budgétaires récentes du gouvernement.

Toujours concernant le contrôle budgétaire, le sénateur **Agustín Amado Florentín** (Paraguay), membre du Conseil de ParlAmericas, a expliqué que la loi adoptée au Paraguay pour introduire une importante somme dans le plan de réponse gouvernemental à la COVID-19 (pour le système de santé, la protection sociale, les services de base, les micro, petites et moyennes entreprises, et le plan de reprise économique national, entre autres secteurs) a été accompagnée par la création d'un comité bicaméral chargé de contrôler ces dépenses ([présentation](#)). Ce comité a, entre autres, demandé une enquête sur le processus d'approvisionnement du Ministère de la santé publique.

En ce qui concerne la loi sur l'urgence, il est important de préciser que le Congrès national a approuvé la proposition de l'exécutif quant aux fonds pour lutter contre la pandémie, soit un montant de presque 2 milliards de dollars (US)... Pour le Paraguay, c'est une très grande somme puisque ça représente 5 % du PIB. Le Comité bicaméral du contrôle des dépenses a pour mission centrale de contrôler l'exécution de ces fonds.

Dialogue interparlementaire

La discussion interparlementaire, modérée par la représentante **Silvana Pérez Bonavita** (Uruguay), a permis aux parlementaires et aux fonctionnaires des parlements de participer et de faire part de leurs commentaires sur les questions de contrôle et de transparence, ainsi que sur le défi législatif de répondre à une pandémie sans précédent et en temps réel, en particulier dû au besoin de mesures accélérées qui, dans de nombreux pays, ont impliqué la déclaration d'un état d'urgence et de nombreux ordres exécutifs. Ce dialogue a également attiré l'attention sur l'équilibre nécessaire entre le contrôle et la collaboration avec le gouvernement, surtout en situation de crise.

Une des préoccupations mises en avant dans cette discussion a été celle concernant les dépenses gouvernementales imprévues et les conséquences d'une dette publique croissante pour les générations futures, étant donné que plusieurs pays ont contracté des prêts pour gérer la hausse des dépenses alors même que les recettes chutaient. À cet égard, certains ont parlé du rôle du parlement de s'assurer que les dépenses concernent en priorité les besoins les plus urgents. Toujours dans cette optique, on a également souligné l'importance de réduire la corruption dans le secteur de la santé étant donné l'afflux de ressources vers les systèmes de santé.

La transparence de l'information a été mentionnée comme un prérequis essentiel pour un contrôle efficace, en particulier en ce qui concerne l'accès en temps opportun à des données exactes sur la santé, essentielles pour éclairer la prise de décision dans toutes les branches du gouvernement, et pour communiquer régulièrement cette information avec le public général afin de maintenir la confiance envers les institutions publiques. Des préoccupations concernant la propagation de fausses informations (que l'Organisation mondiale de la santé a qualifiée d'« [infodémie](#) ») ont émergé comme sous-sujet central sur l'accès à l'information, avec des réflexions sur le rôle du parlement pour contrer les informations fausses et trompeuses.

La grande difficulté avec la transparence, c'est quand des informations sont occultées et manipulées. Je crois que cela crée une grande incertitude et un manque de confiance chez le public. Je crois que nous devons être vigilants et nous assurer que l'information soit vraie, véridique, et qu'indépendamment des résultats de la situation de la pandémie, l'information soit véritablement transparente. Cela nous aiderait certainement à exercer un contrôle politique efficace et à parvenir à des accords sur la relance économique.



Représentant **Gabriel Vallejo**
(Colombie)

L'une des principales mesures que nous avons mises en place dans la Chambre des députés a été de surveiller directement les hôpitaux recevant une aide fédérale. Nous nous rendons dans les hôpitaux de notre circonscription, parlons avec les responsables et leur demandons si les fournitures médicales leur parvenaient bien. Certains répondaient que oui, d'autres qu'elles étaient insuffisantes, et dans ce cas-là, nous devons nous-mêmes leur fournir des masques, des gants et tout ce que nous pouvions.



Députée **María Eugenia Hernández**
(Mexique)

Conclusions

La réunion s'est terminée avec un discours de clôture du député **Javier Macaya** (Chili), qui a parlé de l'importance d'apprendre des expériences de différents comités parlementaires de la région dédiés au contrôle, qu'ils aient été créés suite à la pandémie ou avant. Il a insisté sur le fait que cette mission de contrôle vise le long terme : quand les pays commenceront à surmonter les périodes de crise les plus difficiles, les parlementaires devront continuer à examiner les plans de reprise gouvernementaux et à s'assurer qu'ils tiennent compte des impacts différenciés de la pandémie, sur les femmes et les populations vulnérables par exemple.

Notre région devient en quelque sorte l'épicentre de la pandémie. Je crois donc qu'il est important d'insister pour que les réponses rapides qui sont nécessaires n'ignorent pas les principes démocratiques liés à la transparence, la responsabilité et l'intégrité. C'est pourquoi les parlements ont aussi la responsabilité de garantir que toutes les mesures mises en place dans nos pays dû à cette urgence ne finissent pas par limiter quelque chose d'aussi basique que les droits civiques et l'accès à l'information; et que le pouvoir législatif et le peuple puissent encore contrôler en continu les actions gouvernementales.



Député **Javier Macaya** (Chili), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Sud

Le parlement a un nouveau rôle consistant non seulement à collaborer [avec l'exécutif] et à le dénoncer lorsque c'est nécessaire, mais aussi à contrer les fausses nouvelles circulant sur les réseaux sociaux pour défendre le bien commun en tant qu'organe suprême de représentation du peuple.



Juan Carlos Chavarria, directeur du Département de la participation citoyenne de l'Assemblée législative du Costa Rica

Considérations clés pour le contrôle parlementaire

- Les comités parlementaires de la région jouent un rôle important dans l'exercice du contrôle des actions gouvernementales durant la pandémie de COVID-19, qui sera une mission sur le long terme étant donné le long chemin qui mènera la région à la récupération.
- Le contrôle pendant cette crise implique non seulement d'étudier les budgets, la politique budgétaire et l'affectation des ressources dans le secteur de la santé, mais aussi de promouvoir l'inclusion de considérations climatiques et sur l'égalité des genres dans les réponses politiques.
- Le contrôle suppose un équilibre entre le soutien au gouvernement dans ses réponses politiques en période de crise, et un contrepoids nécessaire pour garantir l'efficacité de ces politiques à traiter des problématiques centrales.
- Le double défi de la hausse des dépenses gouvernementales (et souvent de la dette publique) et de la baisse des recettes nécessite un examen budgétaire et une exploration de réformes budgétaires, comme des régimes fiscaux plus progressistes, étant donné les inégalités de revenu et de richesse historiques dans la région.
- La transparence et l'accès à l'information sont essentiels au contrôle effectif du pouvoir législatif et du public.
- La propagation de fausses informations (trompeuses ou fabriquées de toutes pièces) représente un grand défi pour toutes les branches du gouvernement dans leur réponse et leurs efforts de reprise.
- Bâtir la confiance du public envers la réponse et la récupération suite à la crise sanitaire et économique nécessite de communiquer clairement et rapidement avec le public et de lui permettre de participer au processus décisionnel.
- Une vigilance permanente est nécessaire pour assurer que les réponses tiennent compte de l'impact différencié de la pandémie sur les femmes, les foyers monoparentaux et les travailleurs du secteur informel, ainsi que sur les populations vulnérables ou historiquement marginalisées comme les peuples autochtones, les personnes afrodescendantes, réfugiées, déplacées dans leur pays, LGBTQ ou sans domicile fixe, et les populations carcérales.

Parlements présents



Argentine



Chili



Guatemala



Panama



Venezuela



Bolivie



Colombie



Honduras



Paraguay



Brésil



Costa Rica



Mexique



Pérou



Canada



Équateur



Nicaragua



Uruguay

Canada



PARLAMENTO
DEL URUGUAY
CÁMARA DE REPRESENTANTES

Cette réunion a été possible en partie grâce à la Chambre des représentants de l'Uruguay et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Podcasts de ParlAmericas

Retrouvez ParlAmericas sur [Apple Podcasts](#), [Google Podcasts](#) et [Spotify](#) pour écouter les sessions de nos rencontres.



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMANTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

